

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

GBM 25048

**Acquisition et installation d'un système TCAS à bord de l'avion
Beechcraft King Air de l'IGN immatriculé F-GALP**

Procédure adaptée

Articles L2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général

Service des Achats et des Marchés

Département des marchés

73 avenue de Paris

94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent document comporte 16 feuillets numérotés de 1 à 16.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 – NATURE DE LA PRESTATION	5
5.1 Contexte	5
5.2 Descriptif de la prestation	5
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1 Commande des prestations	6
6.2 Lieu d’exécution des prestations	6
6.3 Conditions d’exécution	6
6.4 Délais d’exécution	8
6.5 Opérations de vérification	8
ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE	8
7.1 Engagements	8
7.2 Protection de l’environnement.....	9
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	10
9.1 Prix	10
9.2 Conditions de paiement	10
ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHE	12
ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	13
ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 13 – ASSURANCE.....	13
ARTICLE 14 – GARANTIE	14

ARTICLE 15 – PENALITES	14
15.1 Pénalités pour retard	14
15.2 Modalités d’application des pénalités	14
ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES	14
ARTICLE 17 – RESILIATION	15
17.1 Résiliation pour faute du titulaire	15
17.2 Résiliation sans faute du titulaire	15
ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHE	16
ARTICLE 19 – NORMES.....	16
ARTICLE 20 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	16

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition et l'installation d'un système d'alerte de trafic et d'évitement de collision (TCAS) à bord de l'aéronef Beechcraft B200T de l'IGN immatriculé F-GALP.

La flotte aérienne de l'IGN est basée sur l'aéroport de Paris-Beauvais (LFOB). Avec sa flotte aérienne, l'IGN assure le renouvellement régulier de la couverture photographique de l'ensemble du territoire français.

ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5, R2131-12 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de fournitures.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum.

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement plus difficile son exécution.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. **L'Acte d'Engagement (formulaire ATTR11)** et son annexe financière « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
2. Le présent **Cahier des Clauses Particulières (CCP)** et son annexe « Equipements et images de la planche de bord de l'avion F-GALP (4 photos) » ;
dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
4. L'offre technique du titulaire ;
5. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie des équipements. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les équipements font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

La date prévisionnelle de notification du marché est prévue fin octobre-début novembre 2025.

ARTICLE 5 – NATURE DE LA PRESTATION

5.1 Contexte

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public à caractère administratif placé sous la double tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt (décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011).

Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution.

Le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) de l'IGN possède et met en œuvre trois avions Beechcraft King Air série 200 modifiés par l'ajout de trappes photographiques. Equipés de caméras photographiques numériques et/ou de capteurs LIDAR, les vecteurs aériens de l'IGN sont amenés à effectuer des missions de captation de données sur l'ensemble du territoire national à différents niveaux d'altitude.

En matière de maintien de navigabilité, les aéronefs de l'IGN relèvent de l'annexe I du règlement (UE) 2018/1139 (soumis au cadre réglementaire national). Le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) de l'IGN dispose de son propre atelier de maintenance agréé EASA - PART 145 (avec une extension Prime permettant d'entretenir les trois avions) et d'un pôle technique aéronautique en charge du maintien de la navigabilité de la flotte.

De par la variété des missions aériennes effectuées (programme annuel Photo HR au FL 210, programmes Lidar HD et PCRS en basse altitude, missions SCHAPI sur alerte) et la densification du trafic aérien (en particulier dans les espaces aériens non contrôlés), un système d'alerte de trafic et d'évitement de collision (TCAS) se révèle aujourd'hui indispensable à bord des avions de l'IGN.

5.2 Descriptif de la prestation

L'aéronef Beechcraft King Air 200T immatriculé F-GALP a bénéficié d'une première modernisation de ses équipements avioniques en 2021, comprenant notamment un changement de pilote automatique (STEC 3100).

Non intégré dans ce premier chantier de modifications, l'IGN souhaite aujourd'hui ajouter un système d'alerte de trafic et d'évitement de collision (TCAS) aux équipements de bord du F-GALP.

L'installation de ce système sera réalisée en considérant les équipements avioniques existants (cf. annexe équipements avioniques F-GALP) et en tenant compte des éventuels problèmes de compatibilité entre équipements. A partir de ces éléments, le candidat soumissionnaire proposera et justifiera la solution technique retenue.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Commande des prestations

Le prix des prestations est forfaitaire. Celles-ci feront donc l'objet d'un bon de commande unique correspondant au montant total TTC fixé dans l'annexe financière « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ».

Le délai d'exécution des prestations sera rappelé sur le bon de commande et devra être impérativement respecté par le titulaire conformément à son offre.

6.2 Lieu d'exécution des prestations

A la demande de l'acheteur, les prestations seront entièrement réalisées sur le site du titulaire. Toutefois, si le titulaire l'a mentionné dans son mémoire technique, il pourra exécuter les prestations sur un autre site géographique.

A défaut, la réalisation des travaux s'effectuera directement à l'IGN qui dispose d'un atelier de maintenance agréé Part145 avec extension Prime sur l'aéroport de Paris-Beauvais et qui pourra mettre à disposition une place dans le hangar de maintenance disposant de toutes les commodités nécessaires.

IGN / Service de l'Imagerie et de l'Aéronautique
3, rue Cassini
60000 TILLE

L'accès des préposés du titulaire dans les locaux de l'IGN est soumis aux règles de sécurité et aux conditions d'entrée propres à toute personne étrangère à l'établissement.

6.3 Conditions d'exécution

⇒ Les prestations à réaliser comprennent :

1. L'étude initiale d'implantation,
2. L'élaboration du dossier technique d'installation des équipements ;
3. Les opérations de dépose de l'ensemble des pièces et systèmes à remplacer,
4. L'adaptation (si nécessaire) de la planche de bord,
5. La fourniture et pose des nouveaux équipements éventuels,
6. La signature de la remise en service de l'avion à l'issue des travaux réalisés,
7. La réalisation des tests au sol en présence de l'équipe IGN à l'issue des travaux,
8. Si nécessaire, la demande de laissez-passer aéronef et l'obtention du certificat d'approbation des modifications de l'autorité.

La planche de bord devra être adaptée pour intégrer les nouveaux équipements. Cette modification devra être approuvée par un organisme agréé Part-21J ou par l'autorité avant la réalisation du chantier. Les détails

GBM 25048 – Acquisition et installation d'un système TCAS à bord de l'avion Beechcraft King Air de l'IGN immatriculé F-GALP - CCP

techniques et photos de la planche de bord actuelle du F-GALP figurent en annexe du présent CCP.

Il sera demandé au titulaire un compte-rendu écrit hebdomadaire de l'avancée des travaux auprès du Chef du Département de la maintenance aéronautique du SIA.

⇒ Les exigences réglementaires sont :

Les aéronefs de l'IGN relèvent de l'annexe I du règlement (UE) 2018/1139 (soumis au cadre réglementaire national). Le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) de l'IGN dispose de son propre atelier de maintenance agréé EASA - PART 145 avec supplément Prime et d'un pôle technique aéronautique en charge du maintien de la navigabilité de la flotte.

Dans le cadre des prestations demandées, les candidats soumissionnaires devront être titulaires des agréments suivants :

- EASA PART-21J (EASA DOA),
- EASA PART-21G (EASA POA),
- EASA PART-145 avec ou sans supplément Prime ou PART-145-FR.

Si le prestataire retenu ne dispose pas d'un agrément Part-145 Prime ou 145-FR, un audit préalable aux travaux sera réalisé dans son atelier par le Responsable Surveillance de la Conformité et de la Sécurité (RSCS) de l'IGN afin de pouvoir le déclarer en tant que sous-traitant qualifié et suivi conformément au MOE IGN.

⇒ Les exigences de traçabilité sont :

Sur les pièces remplacées

- **ORIGINE des pièces neuves :** Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des pièces de rechange neuves, qui seront fournies, soient des pièces d'origine constructeur neuves accompagnées de leurs documents libératoires adéquat (EASA/JAA Form One, FAA Form 8130-3 export, Certificat DOT 24-0078). La traçabilité de l'ensemble des pièces fournies par le titulaire, ses sous-traitants et ses prestataires de service, est de la responsabilité du titulaire et doit être conforme aux exigences de l'autorité.
- **Emploi de pièces d'origine « serviceable » :** s'entend par « serviceables » les pièces non neuves d'origine, sortant de révision ou de réparation avec du potentiel de fonctionnement. L'approvisionnement et l'intégration de telles pièces sont soumis à l'approbation formelle de la Direction Technique Aéronautique de la DGDDI. Le titulaire s'engage pour un respect strict de cette règle.
- **Exigences complémentaires :** le titulaire s'assurera que les pièces proposées en « serviceable » n'entraînent pas des contrôles ou des limitations d'emploi supplémentaires ainsi que des déposes anticipées. Les pièces auront un potentiel (cycles, calendaires, HDV, temps) suffisant pour que le potentiel avant dépose de l'élément supérieur ne soit pas affecté (RG ; HSI).

Sur les travaux effectués

- **Compte-rendu des travaux effectués :** à l'issue des travaux, le titulaire devra produire un compte-rendu. Ce compte-rendu devra comporter les rubriques suivantes :
 - Les informations générales ;
 - L'identification des travaux concernés ;

- Les anomalies découvertes au cours des travaux et les mesures correctives apportées ;
- La traçabilité des pièces installées ou changées ;
- Le document libératoire relatif aux travaux effectués ;
- Le coût de la réparation effectuée.

⇒ Les exigences d'installation sont :

Le titulaire veillera à ce que tout nouvel équipement installé soit compatible avec les équipements avioniques Garmin du F-GALP et configuré selon les spécificités techniques du Beech 200T.

6.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés par le titulaire dans son offre. Il ne peut y déroger sous aucun prétexte.

Le titulaire s'engage sur un plan de charge prévisionnel comprenant la fourniture et l'installation des équipements ainsi que l'obtention des certificats d'approbation des autorités.

La date de fin des travaux destinés à l'intégration du système TCAS dans les équipements avioniques du F-GALP est la date indiquée dans le planning du titulaire, sans toutefois dépasser la date butoir du 15 mars 2026. **L'aéronef devra être opérationnel pour le 7 avril 2026.**

Le titulaire est tenu au respect des délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard telles que définies à l'article 15 du présent CCP.

6.5 Opérations de vérification

Les opérations de vérification des prestations réalisées par le titulaire sont effectuées par l'acheteur à compter de la signature du certificat d'approbation pour remise en service (APRS) de l'aéronef modifié.

L'acheteur dispose alors de 20 jours calendaires maximum pour procéder à des vols test afin de vérifier le bon fonctionnement des matériels installés.

Si la vérification est positive, l'acheteur prononce l'admission des prestations.

L'admission prend effet à la date de réception de la notification au titulaire de la décision d'admission.

L'admission ouvre droit au paiement des sommes dues.

Si la vérification est négative, l'acheteur pourra prononcer un ajournement ou un rejet dans les conditions prévues aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS. Aucune admission avec réfaction ne sera autorisée.

ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le candidat est tenu au respect de la clause environnementale générale fixée à l'article 16.2 du CCAG-FCS.

7.1 Engagements

L'IGN est engagé dans une démarche éco-responsable. Par cet engagement dans la durée, il souhaite contribuer à un développement durable et à la protection de l'environnement. C'est pourquoi l'IGN fixe des exigences environnementales.

GBM 25048 – Acquisition et installation d'un système TCAS à bord de l'avion Beechcraft King Air de l'IGN immatriculé F-GALP - CCP

Une attention particulière sera donc portée par l'acheteur à la transparence et à la fiabilité des informations transmises par le prestataire.

7.2 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire doit faire valoir ses actions en faveur de l'environnement notamment en ce qui concerne le traitement et le recyclage des déchets aéronautiques, l'utilisation de produits chimiques ou toute autre mesure écologique notable.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu préalablement :

- du RSCS de l'IGN l'approbation de chaque sous-traitant,
- du département des marchés publics de l'IGN l'agrément de leurs conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>.

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du marché devra obtenir l'acceptation de l'IGN et l'agrément de ses conditions de paiement ; le titulaire devra faire parvenir sa demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il devra indiquer sur sa déclaration :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé avec les agréments aéronautiques détenus,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché public,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

L'approbation du sous-traitant sera soumise préalablement à l'audit du Responsable Surveillance de la Conformité et de la Sécurité (RSCS) de l'IGN.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 9 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 Prix

■ Nature des prix

Le marché est conclu à prix ferme et forfaitaire. La prestation sera réglée par application du prix fixé à l'annexe financière « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ».

■ Contenu des prix

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Variation des prix

L'installation d'un système d'alerte de trafic et d'évitement de collision (TCAS) peut être sujet à des éléments impondérables. Si tel est le cas, sur présentation de justificatifs, l'ajustement du prix des prestations ne saurait dépasser 20% du prix initial.

9.2 Conditions de paiement

■ Facturation

La remise de la demande de paiement interviendra après l'admission des prestations.

GBM 25048 – Acquisition et installation d'un système TCAS à bord de l'avion Beechcraft King Air de l'IGN immatriculé F-GALP - CCP

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

■ Délai de paiement

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

Au titre du présent marché, et sauf renonciation de sa part à l'acte d'engagement, le titulaire peut prétendre au versement d'une avance si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique sont remplies.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, étant entendu que le montant initial TTC correspond au prix global et forfaitaire fixé dans la DPGF.

L'avance ainsi versée sera récupérée par l'IGN par précompte sur les sommes dues au titulaire dans les conditions fixées à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

■ Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

■ Financement

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'État et de recettes d'activités.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHÉ

■ Clause de réexamen

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est informé par l'acheteur de la modification du contrat ou il informe l'acheteur de la nécessité de modifier le contrat. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant.

Ces modifications peuvent notamment concerner :

GBM 25048 – Acquisition et installation d'un système TCAS à bord de l'avion Beechcraft King Air de l'IGN immatriculé F-GALP - CCP

- ✓ La clause de variations des prix en cas d'éléments impondérables (problèmes d'ordre technique) qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat, dans les conditions prévues à l'article 9.1 du présent CCP
- ✓ Des fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires
- ✓ La notification d'un devis
- ✓ La notification de nouveaux prix
- ✓ L'extension du délai de garantie pièces et main d'œuvre

Il est à préciser que de telles modifications ne peuvent en aucun cas changer la nature globale du marché.

ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'Imagerie et de l'Aéronautique (SIA).

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les parties contractantes s'engagent à ne pas divulguer les documents ou renseignements techniques, financiers ou commerciaux obtenus à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN ou du titulaire.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à prendre les mesures nécessaires et appropriées, y compris auprès de leurs propres personnels, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 13 – ASSURANCE

Le titulaire du marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, à ceux de l'IGN ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à l'IGN à l'occasion de ses interventions.

ARTICLE 14 – GARANTIE

Les conditions de garantie fixées à l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent à tout l'équipement (pièces et main d'oeuvre).

L'équipement fait l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

En application de l'article 33.3 du GGAG-FCS, l'acheteur fixe à compter de la date de signalement d'un dysfonctionnement ou d'une panne de matériel un délai de 10 jours ouvrés pour effectuer une mise au point ou une réparation qui serait demandée au titulaire.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 15 – PENALITES

15.1 Pénalités pour retard

Par application de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sauf cas de force majeure dûment justifié par le titulaire, des pénalités de retard seront appliquées à l'encontre de ce dernier, si l'acheteur constate que les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre ne sont pas respectés.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 700$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant total HT de la DPGF

R = nombre de jours ouvrés de retard

15.2 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités viendront en déduction de la facture à régler au prestataire, dans le respect du principe du contradictoire énoncé à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES

■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>, au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités – DREETS <http://dreets.gouv.fr>

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 17 – RESILIATION

17.1 Résiliation pour faute du titulaire

L'IGN peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

17.2 Résiliation sans faute du titulaire

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

En application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut à tout moment résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Lorsque l'acheteur résilie le marché pour ce motif, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation.

Le titulaire peut également être indemnisé de la part des frais et investissements, engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

■ Résiliation pour force majeure

Conformément à l'article L.2195-2, l'IGN peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Dans ces conditions, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Il est à noter que le cas de force majeure repose sur trois conditions cumulatives définies par la jurisprudence :

- Une condition d'imprévisibilité lorsque le titulaire se trouve en présence d'une difficulté matérielle imprévisible ;
- Une condition d'extériorité lorsque la difficulté ne provient pas du fait du titulaire ;
- Une condition d'irrésistibilité lorsque la difficulté est d'une ampleur ou d'une nature telle qu'elle rend l'exécution des obligations contractuelles impossible soit provisoirement, soit définitivement.

ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 19 – NORMES

Le titulaire garantit que le résultat des prestations du marché obéit aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de la livraison. La mise en conformité à la réglementation est à sa charge.

ARTICLE 20 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 15.1 « pénalités pour retard » déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 15.2 « modalités d'application des pénalités » déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.